



Réunion UIHJ-EuroDanube à Tallinn (Estonie) le 3 mars 2011

Le 3 mars 2011 a été organisée à Tallinn une réunion UIHJ-EuroDanube. Nous publions ici des extraits du rapport qui a été rédigé par le secrétariat d'UIHJ-EuroDanube



Juraj Podkonicky, secrétaire d'UIHJ-EuroDanube, Leo Netten, président de l'UIHJ
Juraj Podkonicky, Secretary of UIHJ-EuroDanube, Leo Netten, President of the UIHJ

Présents (par ordre alphabétique) :

Bulgarie: Elitsa Hristova-Tsebova, Aneliya Glavanova

Estonie: Pool Janek, Elin Villipus, Marti Lääne, Oksana Kutsmei

Hongrie: Miklos Krejniker, Gyula Kovacs

Lettonie: Guna Berlande, Mara Grenina

Lituanie: Dovile Satkauskienė, Jurate Bakšyte-Lozorkevicė

FYRO-Macédoine: Antonio Kostanov, Georgieva Savetka

République tchèque: Juraj Podkonicky

UIHJ: Leo Netten, Mathieu Chardon

UIHJ-EuroDanube : Juraj Podkonicky, Otakar Svoboda:

Absent: Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie (aucun contact).

Juraj Podkonicky a ouvert la séance. Après avoir accueilli chaleureusement les participants, il a souligné que la réunion se tenait pendant le 10^e anniversaire de la Chambre estonienne. Il a également loué la parfaite organisation de la réunion par la chambre estonienne. Il a en particulier remercié Elin Villipus, présidente du comité d'organisation, pour son invitation à Tallinn, la belle capitale estonienne.

Aucun membre d'UIHJ-EuroDanube ne proposant de sujet particulier, M. Podkonicky a suggéré une discussion libre. *« Parlons des problèmes actuels auxquels les États membres doivent faire face et essayons de trouver des solutions. Échangeons nos informations et nos points de vue »,* a-t-il proposé. Puis il a demandé au président de l'UIHJ, Leo Netten, de prononcer quelques mots d'ouverture. Leo Netten a salué les délégations ainsi que les organisateurs et les hôtes, la Chambre estonienne. *« Ce type de réunion, proposant une discussion ouverte sur les problèmes et permettant d'échanger des opinions, devrait être organisé au moins une fois par an »,* a-t-il estimé. L'UIHJ est en contact étroit avec UIHJ-EuroDanube. Une question importante qui pourrait être discutée est celle concernant le tarif et la rémunération des huissiers de justice. Les autres

thèmes, a-t-il indiqué, pourraient être proposés par les délégations elles-mêmes. M. Podkonicky a remercié M. Netten et a invité les délégations à faire une courte présentation de la situation dans leur pays.

Lituanie

Dovile Satkauskienė, pour la Chambre nationale, a indiqué que la chambre a été créée il y a seulement huit ans et que le thème proposé par Leo Netten était d'actualité. Le nouveau ministère de la justice souhaite une réduction du tarif. *« Nous l'avons rencontré à plusieurs reprises »,* a-t-elle précisé, *« mais sans aucun résultat positif à ce jour ».* Malgré cela, elle espère que les tarifs resteront les mêmes, sinon cela pourrait engendrer de grandes difficultés.

Lettonie

Guna Berlande et Mara Grenina, pour la Chambre lettone, ont informé les participants sur leurs trois problèmes principaux: le tarif, le compte affecté et la TVA. Tarifs : en Lettonie, au cours des trois dernières années, les tarifs ont été discutés par le ministère de la justice. Comment faire correspondre le montant des frais au travail accompli par les huissiers de justice, que faire en cas de non-paiement, etc. La situation pourrait être très compliquée, mais le fait que chaque étape doit être approuvée par la Chambre des huissiers de justice n'est pas remis en cause.

Les comptes affectés : La Chambre doit ouvrir des comptes affectés obligatoirement à la Banque centrale. Cela entraîne que les intérêts reviennent à l'État lui-même. Pour Leo Netten, cela est contraire aux dispositions de l'article 36 des Lignes directrices de la CEPEJ (Lignes directrices pour une meilleure mise en œuvre de la Recommandation Rec (2003) 17 du 9 Septembre 2003 du Conseil de l'Europe sur l'exécution). Cela pourrait être considéré comme une infraction de cet article. Le président Netten a recommandé d'en discuter avec le ministère.

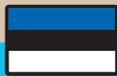
TVA : en Lettonie, chaque vente aux enchères de biens mobiliers et immobiliers génère une TVA à 20%. Cela entraîne de nombreuses difficultés, notamment la réduction du montant des sommes recouvrées pour le créancier. La situation est-elle similaire dans les autres pays d'UIHJ-EuroDanube, ont-elles demandé. M. Podkonicky a noté qu'il demandera à tous les membres de le tenir informé de la situation dans leurs pays.

Bulgarie

Elitsa Hristova, pour la Chambre bulgare, a fait remarquer que les principaux problèmes concernent les sommes que les huissiers de justice doivent payer pour chaque enquête sur la situation actuelle du débiteur. Cela a pour effet non seulement d'augmenter les frais, mais aussi de réduire l'efficacité.

Au lieu d'adopter des mesures pour améliorer, accélérer et rendre plus efficaces les procédures, — ce qui très important pour les créanciers surtout en période de crise économique — le ministère de la Justice a proposé et fait imposer à l'Assemblée nationale un amendement de la loi sur les agents d'exécution privés et dans le Code de procédure civile, ce qui a considérablement retardé l'exécution en demandant le paiement anticipé des frais dus à l'État par le créancier pour chaque procédure, prise de privilège ou saisie. Il n'y a pas de véritable logique et aucune réponse au fait qu'une telle situation a été infligée au système judiciaire bulgare.

Outre le fait qu'il crée des inégalités tant entre les agents d'exécution privés et publics eux-mêmes (ces derniers faisant partie des tribunaux de district ne



La délégation hongroise
The Hungarian delegation



Les délégations de ARY-Macédoine et de Bulgarie
The delegations from the FYRO-Macedonia and Bulgaria



Elin Vilippus, présidente du Comité
d'organisation de la conférence
Elin Vilippus, President of the Organisation
Committee of the Conference



Janek Pool, président du bureau de
l'Assemblée des huissiers de justice d'Estonie
Janek Pool, President of the board of the
Assembly of the judicial officers of Estonia

doivent rien payer aux autres autorités publiques), qu'entre les créanciers et les débiteurs des agents d'exécution publics et privés, le nouvel amendement, crée des retards très importants dans le travail des agents d'exécution privés. M. Podkonicky a suggéré de contacter le président de la Chambre slovaque, Peter Molnar, qui a résolu le problème il y a quelques années dans son pays. Une conférence internationale qui traitera de ce problème sera organisée par la Chambre slovaque le 31 mars prochain à Bratislava. Comme l'a indiqué Elitsa Hristova, la situation semble s'améliorer par ailleurs, les discussions avec le ministère de la justice étant plus ouvertes.

(Ancienne République yougoslave de) Macédoine

Le président de la Chambre, Antonio Kostanov, a qualifié la situation en ARY-Macédoine de crise majeure pour les officiers ministériels. Les baisses tarifaires subies au cours des derniers mois sont d'environ 30% en général (pour les mon-

tants inférieurs à 300 euros, elles sont de 80%). Cette situation a provoqué la décision provisoire des huissiers de justice du pays d'arrêter leurs activités globales dans les deux ou trois prochains mois si la situation ne s'améliore pas. Dans le même temps les tarifs ont été réduits pour les avocats, les notaires et les médiateurs d'environ 20 à 30%. En plus de cela, le ministère de la justice s'appête à supprimer le *numerus clausus*, ce que la chambre considère comme un coup de poignard à la profession libérale d'huissiers de justice. Pour cette raison le 5e anniversaire de la création de la profession dans l'ARY-Macédoine pourrait par là-même être son dernier. C'est pourquoi M. Kostanov a demandé à l'UIHJ et à UIHJ-EuroDanube une aide d'urgence. Leo Netten considère la situation dans le pays comme très compliquée. L'UIHJ essaie d'aider et de résoudre les problèmes. Il sera présent en ARY-Macédoine et s'est dit prêt à discuter avec les autorités responsables du pays. M. Kostanov a demandé aux États membres de l'UIHJ-EuroDanube une aide et une coopération active dans ce « combat contre l'État » dans son pays.

Hongrie

Miklos Krejniker, président de la Chambre, a déclaré dans son exposé que, depuis la dernière réunion UIHJ-EuroDanube, il y a eu quelques modifications à la loi sur l'exécution des décisions de justice en Hongrie, toutes relatives à la création du service de l'huissier de justice.

Estonie

Janek Pool, président du conseil d'administration de l'Assemblée des huissiers de justice, a déclaré qu'il allait informer de la situation en Estonie au cours de la conférence internationale de la chambre estonienne qui allait se tenir le lendemain. Le fait que l'Estonie est en période électorale signifie qu'il sera nécessaire de renouveler ou d'établir de nouveaux contacts et de discuter des problèmes avec le nouveau ministère et les membres du gouvernement et du parlement.

République tchèque

M. Podkonicky a donné brièvement des informations sur la situation en République tchèque. La Chambre prépare actuellement le nouveau Code de procédure judiciaire en collaboration avec le ministère de la justice. Cela devrait entre autre supprimer ce que l'on appelle le parallélisme des voies d'exécution et d'en simplifier certains aspects (par exemple la vente de parts de sociétés commerciales ou la vente d'appartements en copropriété). Les ventes aux enchères de biens meubles et immeubles devraient également être simplifiées (appartements, maisons, terrains) et rendre l'ensemble du processus d'exécution plus rapide et plus efficace. Courant février la Chambre a organisé une discussion sur ces sujets avec les juges, les huissiers de justice et les représentants du ministère de la justice. La fin de la discussion est prévue en novembre 2011 et les propositions de loi devraient être finalisées pour la fin de l'année. Les discussions ont été closes par Leo Netten. Juraj Podkonicky a ensuite remercié les organisateurs de la conférence estonienne pour leur remarquable travail et pour avoir rendu possible cette conférence à Tallinn. Il a déclaré qu'il allait demander à tous les États membres d'UIHJ-EuroDanube un rapport sur la situation dans leur pays, quatre des onze membres n'étant pas présents à Tallinn. La prochaine réunion UIHJ-EuroDanube se tiendra en octobre 2011 (la date exacte est à confirmer) à Bucarest (Roumanie) à l'occasion du 10^e anniversaire de la création de la Chambre.

Pour le rapport complet de la réunion UIHJ-EuroDanube : www.eurodanube



UIHJ-EuroDanube meeting in Tallinn (Estonia) on 3 March 2011

On 3rd March 2011 was held in Tallinn a UIHJ-EuroDanube. We publish here extracts of the report which was prepared by the UIHJ-EuroDanube secretariat

Present (in alphabetical order):

Bulgaria: Elitsa Hristova-Tsebova, Aneliya Glavanova

Czech Republic: Juraj Podkonický

Estonia: Janek Pool, Elin Villipus, Marti Lääne, Martin Lääne, Oksana Kutsmei

Hungary: Miklos Krejniker, Gyula Kovacs

Latvia: Guna Berlande, Mara Grenina

Lithuania: Dovile Satkauskienė, Jurate Bakšyte-Lozorkevicie

FYRO-Macedonia: Antonio Kostanov, Savetka Georgieva

UIHJ: Leo Netten, Mathieu Chardon

UIHJ-EuroDanube: Juraj Podkonický, Otakar Svoboda

Absent: Poland, Romania, Slovakia, Slovenia (no contact).

Juraj Podkonický opens the meeting. With warm welcome he remarked that the meeting celebrates the 10th anniversary of the Estonian Chamber. He also pointed out the perfect organization of the meeting by the Estonian chamber and especially Elin Villipus, Chief of organizing committee and thanked for the invitation to beautiful Estonian Capital Tallinn.

As no UIHJ-EuroDanube member proposed any concrete problem to be discussed at the conference, Mr Podkonický opened a free discussion. "Let's talk about what actual problems the member states are dealing and fighting with. Let's exchange opinions and solutions," he said. And then he asked the President of UIHJ, Leo Netten for the opening speech. Leo Netten saluted all the delegations and mainly the organizers and hosts, the Estonian Chamber. Such meeting, with open discussion about problems and with opinions exchange should be organized once a year at least, he said. The UIHJ is in close contact with UIHJ-EuroDanube. An important issue which could be discussed is tariff rates and remunerations of judicial officers. The other themes, he stated, should be proposed by the delegations themselves.

Mr Podkonický thanked Mr Netten and asked the delegations for a short presentation of the situations in their countries.

Lithuania

Dovile Satkauskienė, for the National Chamber, mentioned that the chamber was established just 8 years ago and the actual problem is the one stated by Leo Netten. The new ministry of justice is enforcing the reduction of tariff rates. "We negotiated with him several times", she said, "but without any satisfactory result to this day". Despite this, she hopes the tariffs will remain; otherwise this could be a great problem.

Latvia

Guna Berlande and Mara Grenina, for the Latvian Chamber, informed the participants about their three main targets: tariffs, deposit accounts and VAT.



Les délégations de Lettonie et de Lituanie - The delegations from Latvia and Lithuania

Tariffs: In Latvia within the last three years, the tariffs were approached by the ministry of justice: how the amount of compensation relates to the proceeding of the judicial officers' work, if they are not over paid, etc. The situation could be very complicated but the fact that every step must be agreed by the Chamber of judicial officers is relatively stable.

Deposit accounts: The Chamber must open deposit accounts at the Central Bank only. This causes that interests go to the state itself. This, Leo Netten said, is not allowed according to Article 36 of the CEPEJ Guidelines (Guidelines for a better implementation of Recommendation Rec (2003)17 of 9 September 2003 of the Council of Europe on enforcement). This could be treated as an infraction of the above article. Mr Netten recommended discussing this with the ministry. VAT: In Latvia from every auction of immovable and movables the VAT amounts to 20%. This causes a lot of complications including the reducing of amount of recovering for the creditor. Is the situation similar in other UIHJ-EuroDanube countries, they asked?

Mr Podkonický underwrote he will ask all the members to inform about the situation in their country.

Bulgaria

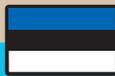
Elitsa Hristova, for the Chamber, pointed out that the main problems are the fees the judicial officers must pay for every enquiry about the debtor's current situation. This not only causes the raising of price but also the reducing of the effectiveness.

Instead of adopting measures for improving fast and efficient enforcement, which are even more important for the creditors in times of economic crisis, the Ministry of Justice proposed and imposed at the National Assembly an amendment in the Law on Private Enforcement Agents and in the Civil Procedure Code, which drastically delays enforcement requesting advance payment of a state fee by the creditor for each separate reference, lien or distraint. There is not a logic and grounded answer to the question why such serious defeat is inflicted on the judicial enforcement in Bulgaria.

The new amendment, apart from creating inequality both between private and public enforcement agents (the latter, as part of the district courts, shall not pay to other state authorities any charge), and between creditors and debtors of private and public enforcement agents, results in extreme delay of private enforcement agents' work.

Mr Podkonický suggested contacting the President of Slovakian Chamber, Peter Molnár, who solved the problem a few years ago in his country. An international conference will be organized relating to this problem by the Slovakian Chamber on 31 March in Bratislava.

As Elitsa Hristova said, the situation on the other way seems to be better now, as the discussions with the Ministry of Justice enlarged recently.



(Former Yugoslavian Republic of) Macedonia

The President of the Chamber, Antonio Kostanov, named the situation in FYRO-Macedonia as pure crisis for judicial officers. The cut-down of the tariffs within the last months amount approximately to 30% in general (For amounts under EUR 300 even 80%). This situation provokes the pre-decision of judicial officers in the country to stop their activities in general during next two-three month if the situation would not get better. At the same time the tariffs were reduced for the lawyers, notaries and mediators, too, by approximately 20 to 30%. On top of this, the ministry of justice is ready to suppress the Numerus clausus which the chamber must consider as a direct hit to the free profession of judicial officers. Because of this the 5th anniversary of the establishment of this profession in FYRO-Macedonia could be the last one at the same date. Therefore Mr Kostanov asked the UIHJ and UIHJ-EuroDanube for urgent help. Leo Netten considers the situation in the country as a very complicated one. The UIHJ tries to help and solve problems. He will be present in FYRO-Macedonia and is ready to talk to the responsible state authorities there. Mr Kostanov asked the member states of UIHJ-EuroDanube for help and active cooperation in this "fight with the state" in his country.

Hungary

Miklos Krejniker, President of the national chamber said in his presentation that since the last UIHJ-EuroDanube meeting, there have been some amendments to the Hungarian enforcement act, all of which are related to the inception of a judicial officer's service.

Estonia

Janek Pool, Chairman of the Board of Assembly of Judicial officers, said he was going to inform about the situation in Estonia during the tomorrow's international conference of the Estonian chamber. The fact is that Estonia in election time means it will be necessary to renew or establish new contact and discuss the problems with voted ministry members of government and parliament.

Czech Republic

Mr Podkonicky informed shortly about the situation in the Czech Republic. Currently, the Chamber prepares in cooperation with the Ministry of justice the new Code of judicial proceeding. This should among others cancel the so-called paralleling in executions and simplify some enforcement procedures (e.g. sale of business company share or sale of cooperative flats). Also auctions sales of movables and immovable should also be simplified (flats, houses, lots) and make the whole process of enforcement quicker and more effective. In the middle of February the Chamber organized a discussion on these topics with judges, judicial officers and ministry of justice representatives. The end of discussion is expected in November 2011 and re-enactment up to the end of the year.

The discussion in Tallinn was concluded by Leo Netten. Then Juraj Podkonický thanked the Estonian organizers of the conference for the perfect work and for making the conference in Tallinn possible. He informed he will ask all UIHJ-EuroDanube member states for a report about the situation in their countries because 4 of 11 members were not present in Tallinn.

The next UIHJ-EuroDanube meeting will be held on October 2011 (exact date to be confirmed) in Bucharest (Romania) on occasion of the 10th anniversary of the Chamber's foundation.

For a full report of this UIHJ-EuroDanube session, go to: www.eurodanube.eu

Participation de l'UIHJ au colloque du 7 janvier 2011 à l'Université de Paris X (France)

Leo Netten, président de l'UIHJ, a participé le 7 janvier 2011 à un grand colloque organisé par l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense (France) sur le thème de la chute du contentieux de l'impayé contractuel et l'évolution des pratiques de recouvrement



Ce colloque s'est situé dans le prolongement d'un appel d'offres lancé par le groupement d'intérêt public Mission de recherche droit et justice. On constate une chute importante des actions en paiement devant les juridictions en matière contractuelle depuis les années 1993-1994. En effet on est passé de 1 300 000 contentieux contractuels juridictionnels par an à environ 950 000. Pour comprendre les raisons de cette chute et en tirer des connaissances, deux équipes menées par les universités Jean Monnet de Saint-Etienne (France) et de Paris X Nanterre ont mené des recherches sur ce sujet.

Le colloque a donné l'occasion de présenter les travaux de recherche et réfléchir, avec universitaires et professionnels, à ce phénomène de baisse. Il a été placé sous la direction scientifique de Béatrice Thullier, professeur, et Laurence Sinopoli, maître de conférences.

Le président Netten a été invité pour donner le point de vue de la profession d'huissier de justice sur le plan mondial. Béatrice Thullier et Laurence Sinopoli ont évoqué les éléments permettant de comprendre cette chute du contentieux judiciaire, liés à de multiples facteurs tels la crise économique, le développement du recouvrement de créances, le surendettement, les procédures collectives, le coût des procédures ou encore la médiation.

Véronique Leroy-Karpierz (société Coface services) a expliqué comment, selon elle, les sociétés de recouvrement peuvent lutter contre l'impayé.

S'agissant du point de vue des avocats sur la question, Bruno Berger-Perrin, ancien bâtonnier des Hauts-de-Seine, avocat, a évoqué l'évolution du comportement de ce professionnel du droit, notamment eu égard à l'abandon de la culture du « tout-judiciaire ».